

La France doit porter la voix des chrétiens d'Orient

Article rédigé par *Dominique Souchet*, le 22 décembre 2010

C'est la veille de Noël, quatre-vingts parlementaires lancent un appel pour que la France porte la voix des chrétiens d'Orient. Dominique Souchet, le député de la Vendée à l'initiative de cet appel, ne cache pas son inquiétude : L'approche des fêtes de Noël augmente le risque d'attentats contre les communautés chrétiennes dans tout le Moyen Orient .

Les parlementaires souhaitent que la France prenne l'initiative d'un projet de résolution du Conseil de sécurité des Nations-unies réaffirmant solennellement le droit de toutes les minorités à pratiquer librement et en sécurité leur religion . Dominique Souchet le confie à *Liberté politique* : cet appel se situe dans le droit fil du combat des Vendéens de 1793 en faveur de la liberté de conscience . *LP*.

LE CRI D'ALARME DES CHRETIENS D'ORIENT n'a jamais été aussi fort. Les persécutions et les attentats dont ils sont victimes les poussent plus que jamais à l'exode. Le risque de disparition des communautés chrétiennes du Moyen Orient est donc réel. Nous ne pouvons rester inertes ni indifférents devant une telle perspective. Nous devons agir, à la fois à très court terme et pour assurer dans la durée la sécurité des chrétiens d'Orient.

À l'approche des fêtes de Noël, le risque de voir les chrétiens d'Orient devenir la cible d'attaques terroristes est élevé. En s'en prenant à des symboles, le terroriste sait qu'il assure à son acte la diffusion médiatique maximum. Cela s'est tristement vérifié lors de la fête de la Toussaint qui a vu la cathédrale de Bagdad être la cible d'une attaque sanglante qui a fait 58 morts et 67 blessés, parmi lesquels de nombreux enfants.

Une tradition diplomatique de la France

Pour éviter qu'un tel drame ne se reproduise, nous demandons au ministre des Affaires étrangères d'intervenir auprès des autorités des pays du Moyen Orient concernés, pour leur demander de prendre des mesures de sécurité toutes particulières autour des lieux fréquentés par les chrétiens pendant la période de Noël, afin que ce jour de fête ne devienne pas un nouveau jour de deuil.

Nous rappelons qu'il est dans la tradition diplomatique de la France de porter la voix des chrétiens d'Orient. La France, en raison de sa politique étrangère équilibrée, dispose d'une grande crédibilité dans cette région du monde et elle peut jouer un rôle majeur en faveur de la protection des minorités chrétiennes d'Orient. Elle peut et doit peser de toute son influence pour demander aux pays concernés d'être les garants du libre exercice du culte sur leur territoire et les protecteurs, face au sectarisme fanatique, des minorités religieuses menacées de disparition. En Irak, elle doit user vis-à-vis des autorités de la capacité d'influence que lui confère l'aide apportée à la formation des forces de sécurité.

Depuis 2007, la France a accueilli 1.300 chrétiens qui ont fui l'Irak. Cet accueil est nécessaire et il honore notre pays. Mais il est sans effet sur le processus d'épuration qui vise aujourd'hui les chrétiens d'Orient. Si rien n'est fait pour garantir sur place leur sécurité, leur exode risque de s'accélérer de manière dramatique. Nous savons que le contexte politique et culturel de la région rend difficiles des solutions immédiates. Mais nous demandons au gouvernement, au-delà des mesures d'urgence que nous préconisons, d'agir avec détermination et fermeté auprès des instances internationales pour faire de la protection des minorités religieuses une priorité.

La France doit user de son influence pour que les pays dont la législation est inspirée de la charia reconnaissent le droit de chaque personne humaine à exercer sa liberté de conscience. Notre pays, qui s'est toujours donné pour mission la défense des droits fondamentaux, ne peut plus rester sourd devant les intimidations, les conversions forcées, les appels au meurtre, les enlèvements et les attentats qui rythment chaque jour la vie des chrétiens dans un nombre croissant de pays.

La liberté religieuse, c'est la paix

Il est important, enfin, que notre pays, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations-unies, prenne l'initiative d'un projet de résolution qui aille au-delà de la déclaration un peu pâle qui a été adoptée après l'attentat de la Toussaint à Bagdad, même s'il s'agit d'un pas dans la bonne direction. Il est essentiel que le Conseil de sécurité réaffirme solennellement le droit de toutes les minorités à pratiquer librement et en sécurité leur religion.

Les chrétiens d'Orient doivent se voir reconnaître le droit de vivre en paix sur la terre où ils sont présents depuis les premiers siècles. Ils ne doivent plus être forcés de choisir entre la conversion, la mort ou l'exil.

Dans une région aussi sensible que le Proche et le Moyen Orient, personne n'a intérêt à voir disparaître les minorités religieuses, car elles sont des éléments irremplaçables d'équilibre social et des vecteurs de paix permanents. Œuvrer pour le maintien de leur présence, c'est œuvrer pour la paix.

Notre diplomatie doit donc s'engager résolument en faveur de ce combat pour la liberté de conscience. En agissant ainsi, elle œuvrera efficacement en faveur de la paix dans tout le Moyen-Orient. À l'inverse, l'absence de réaction diplomatique suffisamment forte de la part de la France, serait immanquablement interprétée comme un encouragement au départ par des communautés qui sont aujourd'hui menacées d'élimination.

Signataires de l'appel parlementaire pour que la France porte la voix des chrétiens d'Orient

22 décembre 2010

Dominique SOUCHET, député

Pierre-Christophe BAGUET, député

Brigitte BARÈGES, député

Christophe BÉCHU, député européen

Michel BÉCOT, sénateur

Marc BERNIER, député

Véronique BESSE, député

Roland BLUM, député

Jean-Marie BOCKEL, sénateur

Claude BODIN, député

Bruno BOURG-BROC, député

Valérie BOYER, député

François BRANGET, député

Patrice CALMÉJANE, député

Bernard CARAYON, député

Jérôme CHARTIER, député

Jean-François CHOSSY, député

Dino CINERI, député

Charles de COURSON, député

Alain COUSIN, député

Michel DANTIN, député européen

Philippe DARNICHE, sénateur

Olivier DASSAULT, député

Bernard DEBRÉ, député

Jean-Pierre DECOOL, député

Robert DEL PICCHIA, sénateur

Nicolas DHUICQ, député

Jean DIONIS DU SÉJOUR, député

David DOUILLET, député

Bernadette DUPONT, sénateur

Jean-Michel FERRAND, député

André FLAJOLET, député

Marie-Louise FORT, député

Jean-Paul GARRAUD, député

Joëlle GARRIAUD-MAYLAM, sénateur

Jean-Claude GAUDIN, sénateur

Gérard GAUDRON, député

Gisèle GAUTIER, sénateur

André GÉRIN, député

Franck GILARD, député

Philippe GOSSELIN, député

Michel GRALL, député

Jacques GROSPERRIN, député

Jean-Claude GUIBAL, député
Michel HERBILLON, député
Jean-Jacques HYEST, sénateur
Marie-Thérèse HERMANGE, sénateur
Didier JULIA, député
André LARDEUX, sénateur
Laure de LA RAUDIÈRE, député
Marc LE FUR, député
Gérard LONGUET, sénateur
Gérard LORGEUX, député
Roland du LUART, sénateur
Lionnel LUCA, député
Hervé MARITON, député
Muriel MARLAND-MILITELLO, député
Patrice MARTIN-LALANDE, député
Jean-François MAYET, sénateur
Christian MÉNARD, député
Philippe MEUNIER, député
Damien MESLOT, député
Hervé MORIN, député
Catherine MORIN-DESAILLY, sénateur
Alain MOYNE-BRESSAND, député
Jacques MYARD, député
Jean-Marc NESME, député
Françoise de PANAFIEU, député
Yanick PATERNOTTE, député
Anne-Marie PAYET, sénateur
Nicolas PERRUCHOT, député
Etienne PINTE, député
Hugues PORTELLI, sénateur
Yves POZZO DI BORGIO, sénateur
Jacques REMILLER, député
Bruno RETAILLEAU, sénateur
Charles REVET, sénateur
Arnaud ROBINET, député
Michel TERROT, député
Dominique TIAN, député
Christian VANNESTE, député
Patrice VERCHÈRE, député
Philippe VIGIER, député
Philippe de VILLIERS, député européen
Philippe VITEL, député
